Une double pénalisation pour les non-diplômées du supérieur d'origine nord-africaine ?

Are women of North African origin with no higher educational diplomas doubly penalised?

Abgänger nordafrikanischer Herkunft aus dem Hochschulsystem ohne Abschluss: Benachteiligung in doppelter Hinsicht?

Alain Frickey et Jean-Luc Primon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2233>

DOI : 10.4000/formationemploi.2233

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2006

Pagination : 27-43

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Alain Frickey et Jean-Luc Primon, « Une double pénalisation pour les non-diplômées du supérieur d'origine nord-africaine ? », *Formation emploi* [En ligne], 94 | avril-juin 2006, mis en ligne le 03 décembre 2009, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2233> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.2233>

DOSSIER

Une double pénalisation pour les non-diplômées du supérieur d'origine nord-africaine ?

Par Alain Frickey et Jean-Luc Primon*

La démocratisation scolaire a permis à de nombreux jeunes d'obtenir le baccalauréat. Qu'advient-il de ceux qui ne parviennent pas à décrocher un diplôme du supérieur ? Selon leur origine nationale ou leur sexe, ces jeunes sont-ils confrontés aux mêmes difficultés ?

L'objet de cet article se place à la croisée de trois domaines : le devenir professionnel des non-diplômés de l'enseignement supérieur, les disparités d'insertion professionnelle selon l'origine nationale des jeunes, les inégalités de sexe dans la transition des études à l'emploi.

Les travaux récents du Céreq (Thomas, 2003) et ceux du Haut Comité Éducation-Économie (HCEE, 2003) ont mis l'accent sur l'importance numérique des sorties des formations supérieures sans autre diplôme que le baccalauréat, alors que 50 % d'une génération accède à l'enseignement supérieur¹. Les recherches en éducation sur les parcours à l'université enregistraient également ces échecs dans les études de DEUG (diplôme d'études universitaires générales) ; mais depuis peu cette prise de conscience s'étend aux formations de techniciens supérieurs (BTS – brevet

de technicien supérieur) qui sont en grande partie dispensées dans les établissements publics, mais aussi dans des organismes privés.

L'enquête « Génération 98 » du Céreq, exploitée ici, permet d'évaluer à 91 000 étudiants le nombre de

* **Alain Frickey** est sociologue à l'URMIS (Unité de recherche Migration et Société), chargé de recherches au CNRS. Ses travaux portent sur la transition de l'école à l'emploi des jeunes issus de l'immigration, les relations formation-emploi à la sortie des études supérieures, les différences de sexe en matière de scolarités, trajectoires familiales et professionnelles.

Jean-Luc Primon est sociologue à l'URMIS, maître de conférences à l'université de Nice Sophia-Antipolis. Ses travaux portent sur la transition de l'école à l'emploi des jeunes issus de l'immigration, les discriminations raciales et les différences de sexe.

¹ Source : « Les effectifs d'étudiants dans le supérieur », *DEP Note d'Information*, n° 05.31, nov. 2005.

personnes en fin d'études supérieures qui entrent sur le marché du travail sans aucun diplôme post-secondaire (Thomas, 2003)². À titre indicatif, ce chiffre est légèrement supérieur à celui des bacheliers qui quittent les études secondaires pour la vie active (88 000). Ces sorties sans diplôme de l'enseignement supérieur se composent pour l'essentiel des générations scolaires qui ont bénéficié de la seconde explosion démographique du système éducatif (Merle, 2002). Ces « *enfants de la démocratisation scolaire* » (Beaud, 2002 ; Amrani et Beaud, 2004) proviennent généralement des milieux sociaux défavorisés et, parmi eux, se trouve une forte proportion de fils et filles nés de parents immigrés. La question du devenir professionnel de ces jeunes d'origine étrangère, qui ont pu accéder aux études supérieures mais sans y réussir, se pose aujourd'hui, d'autant plus qu'une partie d'entre eux risque d'être confrontée aux discriminations à l'embauche, comme le rappelle une analyse récente publiée par le Céreq (Silberman, Fournier, 2006).

Sans abandonner la perspective générale qui consiste à comparer l'insertion professionnelle des non-diplômés du supérieur selon leur « origine »³, dans ce texte, nous nous intéresserons aux inégalités de sexe au début de la vie active des jeunes issus de l'immigration afin de voir dans quelle mesure les jeunes femmes sont doublement pénalisées. Dans ce but, nous examinerons les disparités de sexe au sein des différentes catégories de population prises en compte dans l'analyse, en accordant une attention particulière aux écarts visibles parmi le groupe de jeunes le plus désavantagé sur le marché du travail, à savoir les descendants de l'immigration nord-africaine.

UNE DÉMOCRATISATION SCOLAIRE INACHEVÉE ?

Nous montrerons ici que si les jeunes originaires d'Afrique du Nord, à forte ascendance ouvrière, accè-

dent à l'enseignement supérieur, leur carrière universitaire est fréquemment marquée par une absence de diplômes à la sortie des études. Nous verrons que la surreprésentation de ces jeunes parmi les non-diplômés du supérieur est en lien avec leurs parcours scolaires dans l'enseignement secondaire, qui se signalent souvent par des retards et une relégation dans les séries les moins valorisées du baccalauréat.

Analyser les inégalités de sexe en fonction de l'origine

Plusieurs travaux ont déjà proposé une approche sexuée des inégalités internes aux enfants d'immigrés, et les conclusions des analyses statistiques ne convergent pas toutes. Au début des années 90, une étude menée à l'aide des données de l'enquête « Mobilité géographique et insertion sociale » (MGIS, 1992) montrait une inactivité plus forte chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes d'origine algérienne, mais, parmi les jeunes actifs, les hommes avaient un taux de chômage plus élevé que les femmes (Dayan, Echardour, Glaude, 1996). Les analyses réalisées par Silberman et Fournier-Méarelli (1997) à partir des enquêtes Céreq sur les sortants d'un niveau de formation inférieur au baccalauréat, de la fin des années 80, débouchaient sur des résultats similaires. Ces deux spécialistes constataient que si les jeunes femmes originaires d'Afrique du Nord rencontraient des difficultés d'insertion, qui se manifestaient par un chômage persistant ou l'occupation d'emplois précaires, le désavantage était moindre que pour les jeunes hommes de la même origine.

Depuis la fin des années 90, la plupart des analyses diagnostiquent une situation inverse. Ainsi, à partir d'une enquête par panel du Céreq auprès de jeunes sans le baccalauréat, Brinbaum et Werquin (2003) observent que les filles originaires du Maghreb sont plus touchées que les garçons par le chômage, qu'elles y restent plus longtemps et que les difficultés d'insertion sont accentuées par rapport aux hommes. Ces résultats confirment nos propres analyses. Dans une étude antérieure, qui portait sur l'entrée dans la vie professionnelle après des études supérieures, nous avons en effet conclu à un renforcement des inégalités à l'encontre des jeunes femmes issues de l'immigration maghrébine (Frickey,

² En 1998, 742 000 jeunes de tous niveaux ont quitté le système scolaire.

³ Dans le vocabulaire de la statistique sociale, l'« origine » renvoie soit à la provenance ou à l'ascendance nationale et géographique des personnes, soit à l'appartenance à des catégories de population ethnicisées ou racisées et, dans ce cas, nous pouvons considérer qu'il s'agit d'un euphémisme.

Primon, 2004). L'exploitation de l'enquête « Histoire des familles » de l'Insee (Meurs, Pailhé, Simon, 2005) permet également de voir des taux de chômage plus élevés pour les femmes que pour les hommes des « secondes générations » âgées de 18 à 40 ans, dont les parents sont nés en Algérie ou au Maroc, ainsi qu'une sur-exposition au risque de chômage de ces mêmes femmes par rapport aux Françaises d'origine, alors que le niveau de formation, l'âge ou la situation matrimoniale sont contrôlés⁴. À l'aide des données de Génération 98, Dupray et Moullet (2004) ont proposé une mesure statistique des discriminations à l'emploi en étudiant séparément la situation des hommes et des femmes de tous les niveaux de formation. Ils montrent que, trois ans après la fin des études, un écart dans la probabilité d'être en emploi existe entre les Français et les Maghrébins d'origine et que l'inégalité imputable à l'origine se répète dans les deux sexes, même si elle est plus faible entre les femmes qu'entre les hommes.

Comme le suggère Emmanuelle Santelli (2004) à l'issue de sa recherche auprès d'une cohorte de jeunes d'un quartier de la périphérie de Lyon, ou comme le soutient Laurence Roulleau-Berger dans un ouvrage publié en 2004 (Roulleau-Berger, 2004), tout porte donc à croire qu'il existe une superposition ou un entrecroisement des discriminations en raison à la fois du sexe et de l'origine.

Dans la suite de ce texte, nous reviendrons sur cette question de la double pénalisation des jeunes femmes issues de l'immigration nord-africaine en centrant l'analyse sur les non-diplômés de l'enseignement supérieur, population au sein de laquelle les enfants de l'immigration des deux sexes sont nombreux. Pour cette étude, nous nous appuyons sur les données de Génération 98 (*cf. encadré 1*).

Les jeunes d'origine nord-africaine non diplômés sont surreprésentés

En 1998, on estime à 367 500 le nombre de jeunes qui quittent la formation initiale après des études supérieures. Dans cette population, 318 700 personnes

(soit 83 %) sont d'origine française. Les jeunes d'origine maghrébine (par leur parents) ne sont que 17 550 (4,8 %) et ceux originaires des pays d'Europe du Sud 16 450 (4,5 %). Leur situation est donc peu reflétée par les résultats globaux de l'enquête. Dans l'enseignement supérieur, ces enfants d'immigrés forment une minorité encore plus faible que celle qu'ils représentent dans la totalité du flux de sortie du système

Encadré 1

Une enquête d'insertion qui distingue les origines nationales

Génération 98, enquête du Céreq, réalisée en 2001, permet de connaître les grandes caractéristiques sociodémographiques et scolaires des sortants du système éducatif en 1998 et d'étudier cette cohorte selon l'origine nationale des personnes en remontant aux parents.

Pour ce faire, nous avons regroupé les personnes dont les deux parents étaient nés en France et ceux nés à l'étranger qui possédaient la nationalité française dès la naissance. Cette catégorie de jeunes, que nous nommerons « français d'origine » ou « jeunes d'origine française », servira de groupe de comparaison ; notre objectif étant d'analyser les conditions d'insertion professionnelle des jeunes que nous pouvons associer à deux grands courants migratoires qu'a connus la société française contemporaine : les enfants des pays d'Europe du Sud (Espagne, Italie, Portugal) et ceux des pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) (*).

(*) : le classement statistique des origines se fait sur la base du pays de naissance des parents sans tenir compte de celui du descendant. Avec cette règle, l'intégration des personnes dans le groupe des « français d'origine » est très restrictive, car il suffit qu'un seul parent soit né à l'étranger (sans être de nationalité française) pour considérer que l'enfant est d'une origine étrangère, quelle que soit par ailleurs sa propre nationalité qui, de toutes façons, n'est pas connue dans l'enquête. Cette procédure a pour effet statistique d'accroître le nombre de personnes en fin d'études classées parmi les jeunes issus de l'immigration car elle n'intègre pas parmi les « français d'origine » les enfants nés d'une union mixte.

⁴ Cette étude montre également une sur-exposition au risque de chômage des femmes d'origine turque, africaine et même italienne (par leurs parents) par rapport aux Françaises d'origine.

éducatif où ils pèsent 12 %. À partir des mêmes sources, mais dans une autre étude, on constate que les enfants de ces deux immigrations étaient plus jeunes que la moyenne au terme de leur formation initiale et que leur niveau scolaire était globalement inférieur (Primon, 2005).

Comme il a été dit, tous les jeunes qui sortent de l'enseignement supérieur n'en sont pas diplômés. Un nombre significatif d'étudiants entrent dans la vie active sans aucun autre titre que le baccalauréat. En suivant notre catégorisation statistique des origines nationales, 4 600 non diplômés de l'enseignement supérieur (sur 91 000) sont originaires d'Europe du Sud (5 %) et 8 100 du Maghreb (9 %). À ce niveau de formation (niveau IV+), la part de ces derniers est nettement surreprésentée comparée à leur présence dans le supérieur (9 % vs 4,8 %). Dès lors, sur 100 enfants de l'immigration maghrébine qui quittent l'enseignement supérieur, près de la moitié (46) n'ont obtenu aucun diplôme de l'enseignement supérieur, contre un quart en moyenne pour les jeunes d'origine française.

Pour plus de la moitié, ces sorties des formations supérieures sans diplôme se font à l'issue d'une préparation au DEUG (53 000), mais aussi après une formation en STS (31 000), malgré la sélection pratiquée à l'entrée de cette filière. Les échecs ou abandons en STS concernent approximativement 1 350 jeunes d'origine maghrébine, pour 3 100 en DEUG. Dans les trois sous-populations (France, Europe du Sud, Maghreb), les femmes sont plus nombreuses que les hommes, mais dans les deux derniers groupes, elles sont en surnombre par rapport à la moyenne. Au total, 48 800 jeunes femmes pour 42 450 jeunes hommes quittent l'enseignement supérieur en 1998 en étant non diplômées, c'est-à-dire 100 étudiants de sexe masculin pour 113 de sexe féminin ; chez les jeunes issus de l'immigration maghrébine et d'Europe du Sud, le rapport est respectivement de 100 hommes pour 133 femmes et de 100 pour 134.

La scolarité secondaire heurtée des non-diplômés du supérieur

Nous allons à présent comparer les propriétés scolaires et les traits sociodémographiques des jeunes femmes et hommes des diverses origines nationales, tout en sachant que les causes précises de l'interrup-

tion des études sont mal connues. L'enquête permet néanmoins de savoir que l'arrêt des formations courtes (BTS, DUT – diplôme universitaire de technologie) est souvent imputé à un décrochage dû au découragement ou à un niveau insuffisant. En remontant au passé scolaire, nous verrons que selon l'origine nationale des parents les scolarités secondaires ne se ressemblent pas.

La répartition des différentes séries du baccalauréat selon l'origine nationale des jeunes et selon les filières du supérieur qu'ils ont quittées montre un clivage entre les trois groupes, quel que soit le sexe (**tableau 1**). En effet, les étudiants qui sortent des spécialités de DEUG, sans avoir acquis ce diplôme, sont majoritairement titulaires d'un baccalauréat général, ou dans une moindre mesure, d'un baccalauréat technologique, sauf dans le cas des enfants de l'immigration maghrébine parmi lesquels ce dernier diplôme domine. Chez les hommes issus de l'immigration maghrébine, on note aussi, dans toutes les filières, une surreprésentation des bacheliers professionnels.

Cette particularité⁵ du passé scolaire des jeunes issus de l'immigration des pays du Maghreb, sortis des filières de DEUG sans en être diplômés, peut donner lieu à deux lectures :

- Une orientation après la classe de terminale qui privilégie délibérément les disciplines générales, plutôt que les formations technico-professionnelles courtes, y compris lorsque les jeunes possèdent un baccalauréat technologique. En quelque sorte, on retrouverait dans l'enseignement supérieur un phénomène analogue à celui déjà observé à des niveaux d'études inférieurs (Fournier, Silberman, 1999) : les jeunes originaires du Maghreb poursuivraient davantage leurs études dans la voie générale, même si cette orientation se solde fréquemment par un échec.
- L'autre lecture consiste à voir dans ces jeunes des relégués de la sélection universitaire (Blöss, Erlich, 2000) qui ont opté pour les formations de DEUG,

⁵ Au niveau IV+, les bacheliers technologiques ne sont majoritaires que parmi les jeunes issus de l'immigration nord-africaine. En revanche, avec un bac +2 (niveau III) les séries technologiques représentent plus de 50 % des sortants d'origine nord-africaine et sud-européenne (Frickey, Murdoch, Primon, 2004). Dans l'enseignement supérieur long (niveaux I et II), ces séries sont plus faiblement représentées.

Tableau 1
Caractéristiques scolaires des non-diplômés du supérieur selon le sexe et l'origine nationale (%).

Origine	Sexe	Formation suivie	Baccalauréat général %	Baccalauréat professionnel %	Baccalauréat technologique %	20 ans et plus au bac %	Effectifs N	Questionnaires N
Maghreb	Femme	DEUG non validé	40	17	43	43	3 080	220
		BTS/DUT tertiaire non validé	17	15	67	47	1 430	110
	Homme	DEUG non validé	37	21	42	34	1 910	130
		BTS/DUT industriel non validé	11	24	60	48	1 070	80
		BTS/DUT tertiaire non validé	18	10	70	58	510	40
France	Femme	DEUG non validé	68	7	25	31	24 970	1 700
		BTS/DUT industriel non validé	24	17	47	46	1 890	130
		BTS/DUT tertiaire non validé	20	16	63	28	11 810	800
	Homme	DEUG non validé	66	6	27	29	18 400	1 240
		BTS/DUT industriel non validé	14	16	63	39	9 810	420
		BTS/DUT tertiaire non validé	28	15	56	40	6 320	700
Europe du Sud	Femme	DEUG non validé	62	11	27	28	1 810	130
		BTS/DUT tertiaire non validé	27	27	45	35	730	50
	Homme	DEUG non validé	61	5	35	21	760	70
		BTS/DUT industriel non validé	6	13	75	53	890	60

Lecture : « parmi les jeunes de sexe féminin non diplômées d'un DEUG et originaires par leurs parents d'un pays du Maghreb, 40 % sont titulaires d'un baccalauréat des séries générales, 17 % d'un baccalauréat professionnel, 43 % d'un baccalauréat technologique (le total de ces trois premières colonnes est inférieur à 100 du fait que les équivalences et certains bacs particuliers ne sont pas indiqués) ; d'autre part, 43 % de ces jeunes femmes avaient plus de 20 ans au moment de l'obtention du baccalauréat, sur une base de 220 questionnaires représentatifs de 3 080 jeunes »

Source : *Exploitation originale Enquête Génération 98 du Cereq.*

faute d'avoir pu accéder aux filières sélectives de l'enseignement court (STS, IUT). Dans ce cas, c'est la sélection négative ou les choix de recours qui sont à l'origine de l'entrée dans les formations supérieures longues, puis de l'échec ou de l'abandon. Or, on sait que l'enseignement professionnel et technologique prépare mal aux formations générales des universités et que les connaissances acquises par ces bacheliers ne sont pas suffisantes pour suivre avec succès ces formations (Frickey, Primon, 2004).

Le passé scolaire des enfants, garçons comme filles, de l'immigration maghrébine non diplômés du supérieur se révèle être moins performant que celui des autres jeunes dans la même situation. En effet, ils ont accumulé du retard au cours de leur scolarité antérieure, obtenu le baccalauréat à un âge sensiblement plus avancé que leurs condisciples et suivi plus souvent les formations des séries technologiques ou professionnelles dans le secondaire. L'échec ou l'abandon des études avant l'obtention d'un premier

diplôme de l'enseignement supérieur est donc le fait d'une population à la scolarité plus perturbée, en particulier lorsqu'il s'agit des enfants d'immigrés d'Afrique du Nord.

Des parents souvent ouvriers ou sans travail

La comparaison entre les femmes des trois groupes fait apparaître (cf. **tableau 2**) une très forte représentation des origines sociales ouvrières dans les deux sous-populations qui descendent de l'immigration. Le poids des ouvriers est particulièrement visible parmi les jeunes femmes originaires du Maghreb (jusqu'à 60 % de ces non-diplômées).

Cet écart social est très prononcé entre ces dernières et celles que nous assimilons à des Françaises d'origine. Ce phénomène s'observe aussi dans les sections de techniciens supérieurs (STS), dont le recrutement social à l'échelon national est pourtant le plus popu-

Tableau 2

Caractéristiques sociales et familiales des non-diplômés du supérieur selon le sexe et l'origine nationale (%).

Origine	Sexe	Formation suivie	Père ouvrier %	Père cadre ou profession supérieure %	Père sans travail (chômage, retraite, maladie, inactivité, décédé) %	Mère inactive profes- sionnelle- ment (au foyer) %	Deux parents sans travail %	Vit chez ses parents %	Effectifs N	Question- naires N
Maghreb	Femme	DEUG non validé	61	2	63	64	52	58	3 080	220
		BTS/DUT tertiaire non validé	53	0	48	65	55	57	1 430	110
	Homme	DEUG non validé	47	10	39	54	28	64	1 910	130
		BTS/DUT industriel non validé	54	3	45	78	35	74	1 070	80
		BTS/DUT tertiaire non validé	55	6	41	65	32	63	510	40
France	Femme	DEUG non validé	16	18	22	24	9	43	24 970	1 700
		BTS/DUT industriel non validé	18	13	23	23	9	23	1 890	130
		BTS/DUT tertiaire non validé	19	12	21	27	10	28	11 810	800
	Homme	DEUG non validé	14	24	19	26	8	45	18 400	1 240
		BTS/DUT industriel non validé	16	16	17	26	8	52	9 810	420
		BTS/DUT tertiaire non validé	15	25	16	21	8	44	6 320	700
Europe du Sud	Femme	DEUG non validé	39	9	25	26	13	37	1 810	130
		BTS/DUT tertiaire non validé	43	11	7	25	0	38	730	50
	Homme	DEUG non validé	37	20	34	35	24	54	760	70
		BTS/DUT industriel non validé	44	7	14	29	7	53	890	60

Lecture : parmi les jeunes de sexe féminin non diplômées d'un DEUG et originaires par leurs parents d'un pays du Maghreb qui ont un père actif, 61 % ont un père ouvrier, 2 % ont un père cadre ; d'autre part, 63 % de l'ensemble de ces jeunes femmes originaires du Maghreb et non diplômées d'un DEUG ont un père hors de la sphère du travail, et 64 % une mère au foyer. Au total, 52 % d'entre elles sont issues de familles où ni le père ni la mère ne sont en emploi. Par ailleurs, 58 % d'entre elles vivent chez leurs parents.

Source : Exploitation originale Enquête Génération 98 du Céreq.

laire de tout l'enseignement supérieur (Frickey, Primon, 2003). Concernant l'origine sociale, la comparaison des hommes et des femmes révèle une constante dans les trois sous-populations considérées, à savoir que les étudiants de sexe masculin sont plus souvent d'une origine sociale supérieure que les étudiantes, alors qu'ils ont suivi des spécialités similaires. Cette disparité sociale entre les sexes est, cette fois encore, particulièrement saillante, surtout pour le DEUG, dans le groupe des jeunes originaires d'Afrique du Nord.

La forte ascendance ouvrière des enfants de l'immigration des pays du Maghreb (54 %) ou des pays d'Europe du Sud (40 %) se vérifie, à des degrés variables, à tous les échelons de la formation initiale, même si, comme dans tous les groupes, la représentation des enfants d'ouvriers décroît avec l'élévation du niveau de formation.

Cette position sociale ouvrière, que partagent familles immigrées d'Europe du Sud et d'Afrique du Nord, se brouille lorsqu'il est question du rapport à l'emploi. En effet, les pères des pays du Maghreb sont plus que les autres sans travail, soit parce qu'ils sont à la retraite, soit parce qu'ils sont au chômage⁶, en formation ou bien malades, voire décédés. En moyenne, pas plus d'un père nord-africain sur deux travaillait l'année où l'un de ses enfants finissait ses études. Les enfants d'immigrés maghrébins se signalent donc par l'appartenance de leur famille aux fractions du monde ouvrier les plus fragilisées et déstabilisées par les restructurations économiques et

⁶ En 2000, soit deux ans après la fin des études des jeunes enquêtés par le Céreq, A. Tanay (2000) évaluait pour la Dares à 31,4 % la part des actifs du Maghreb au chômage contre 9,5 % pour les ressortissants de l'Union européenne.

le traitement inégal des catégories de main-d'œuvre sur le marché du travail.

L'éloignement des pères de la vie professionnelle n'est pas compensé par l'activité salariée des mères ; celle-ci reste rare dans les familles maghrébines, sans doute en raison d'une fécondité élevée. Dès lors, parmi les non-diplômés du supérieur, les familles au sein desquelles aucun des parents n'exerce d'activité professionnelle – à titre définitif ou provisoire – concernent plus d'une jeune femme originaire du Maghreb sur deux ; de telles situations ne représentent jamais plus de 10 % des familles des étudiantes Françaises d'origine, mais concernent un quart des parents d'Europe du Sud. Au regard de l'activité professionnelle des parents, on note donc un écart sensible entre les sexes parmi les jeunes originaires du Maghreb ou ceux Français d'origine. Dans les deux cas, mais avec une intensité très inégale, les pères des jeunes femmes sont plus souvent désœuvrés que ceux des jeunes hommes. On observe le contraire chez les enfants d'origine sud-européenne.

Par ailleurs, concernant la décohabitation des jeunes, quel que soit le pays de naissance des parents, au début de la vie active, les jeunes femmes ont plus fréquemment quitté le domicile parental que les jeunes hommes, mais les jeunes originaires d'Afrique du Nord des deux sexes sont les moins prompts à décohabiter. Cette différence dans les modes de vie est à relier aux nombreux obstacles que les descendants des migrants d'Afrique du Nord doivent surmonter pour s'insérer professionnellement, puisque la mise en ménage va généralement de pair avec une stabilité dans l'emploi.

Maintenant que nous connaissons les grandes caractéristiques scolaires et sociales des jeunes de différentes origines, où les origines ouvrières des jeunes des pays d'Afrique du Nord et la fréquence de la mise hors travail de leurs parents font saillance, il reste à savoir comment se fait l'entrée dans la vie active, et quelles sont les conditions d'emploi qui sont réservées aux uns et aux autres, et en particulier aux jeunes femmes.

SEXE ET ORIGINE RENFORCENT-ILS LEURS EFFETS ?

Passer une ou plusieurs années dans l'enseignement supérieur sans obtenir de diplôme ne saurait consti-

tuer la meilleure façon d'aborder le marché du travail. Nous allons voir cependant qu'une proportion importante de ces non-diplômés du supérieur parviennent à s'insérer rapidement et de façon durable dans le monde du travail, alors que d'autres – au premier rang desquels figurent les jeunes femmes originaires d'Afrique du Nord – peinent à trouver leur place.

Des trajectoires contrastées en fonction du sexe et de l'origine

De 1998 à 2001, trois années se sont écoulées entre la sortie du système scolaire et l'interrogation des jeunes par le Céreq. Pendant cette période, les jeunes sortis sans diplôme de l'enseignement supérieur ont suivi des trajectoires variables. L'enquête Génération 98 permet l'étude des enchaînements de situations, grâce au renseignement d'un calendrier professionnel qui décrit, mois après mois, les situations rencontrées par les jeunes sur le marché du travail. Ce calendrier permet de reconstituer la succession des situations et de réaliser une typologie de huit trajectoires⁷. À cet effet, nous avons agrégé « accès rapide et durable à l'emploi » et « service national puis accès rapide et durable à l'emploi ». Cette typologie recouvre l'essentiel des situations rencontrées par ces jeunes.

Un accès durable et rapide à l'emploi pour la majorité

La trajectoire la plus fréquente combine un « accès rapide » – *i.e.* en moins de trois mois – et « durable » – *i.e.* durant plus de 12 mois – à l'emploi. Cette trajectoire reste majoritaire dans les trois groupes étudiés. Cela ne veut pas dire pour autant que les jeunes concernés n'ont occupé qu'un seul emploi sur la période : environ 42 % d'entre eux n'ont connu qu'un

⁷ Les trajectoires suivies par chaque jeune ont été regroupées en fonction de leur proximité selon la méthode élaborée par le LIRHE (Laboratoire interdisciplinaire de recherches sur les ressources humaines et l'emploi, Toulouse. Cf. Espinasse, 1994 ; Espinasse et Giret, 1996 ; Bédoué, 2001). La méthode consiste à établir des trajectoires-types à partir des situations mensuelles disponibles dans les calendriers récapitulatifs des enquêtes longitudinales. L'idée centrale est que les jeunes qui sortent de formation vont connaître des parcours parfois proches et qui peuvent être regroupés, même avec un niveau de précision arbitrairement choisi. Une trajectoire-type va regrouper les individus ayant été quasiment dans la même situation aux mêmes instants sur toute la période d'observation.

Tableau 3
Les types de trajectoires selon l'origine, le sexe et la formation supérieure

Origine	Sexe	Formation suivie	Accès rapide et durable à l'emploi %	Chômage puis accès durable à l'emploi %	Décrochage temporaire de l'emploi %	Basculent hors de l'emploi %	Chômage prolongé %	Longues périodes d'inactivité %	Formation hors emploi %	Reprise des études %	Total %	Effectifs N	Questionnaires N
Maghreb	femme	DEUG non dipl.	50	11	4	5	14	8	1	7	100	3 080	220
		BTS-DUT non dipl.	65	12	3	9	4	2	2	3	100	1 430	100
		TERT.											
		total	55	11	4	7	11	6	1	6	100	4 640	330
	homme	DEUG non dipl.	66	10	6	7	5	2	,	4	100	1 910	130
		BTS-DUT non dipl.	71	9	4	3	9	1	1	2	100	1 070	80
		INDUST.											
		BTS-DUT non dipl.	61	20	3	3	1	2	7	3	100	510	40
		TERT.											
		total	67	11	5	5	6	2	1	3	100	3 490	250
France	femme	DEUG non dipl.	47	12	3	10	6	9	5	9	100	24 970	1 700
		BTS-DUT non dipl.	67	13	5	5	2	7	0	1	100	1 920	130
		INDUST.											
		BTS-DUT non dipl.	59	15	4	8	6	5	2	2	100	12 140	830
		TERT.											
		total	52	13	3	9	5	7	4	7	100	39 230	2 670
	homme	DEUG non dipl.	62	7	9	6	5	4	3	4	100	18 400	1 240
		BTS-DUT non dipl.	75	4	12	4	3	1	1	1	100	9 830	710
		INDUST.											
		BTS-DUT non dipl.	76	5	9	3	4	1	1	0	100	6 420	430
		TERT.											
		total	68	6	10	5	4	3	2	2	100	34 690	2 380
Europe du Sud	femme	DEUG non dipl.	66	12	0	4	8	2	4	3	100	1 810	130
		BTS-DUT non dipl.	75	15	2	5	2	2	.	.	100	780	50
		TERT.											
		total	68	13	1	4	7	2	3	2	100	2 730	190
	homme	DEUG non dipl.	62	8	6	2	12	7	2	1	100	760	70
		BTS-DUT non dipl.	82	5	8	2	2	.	.	.	100	890	60
		INDUST.											
		total	74	6	9	2	5	3	1	0	100	2 030	160

Nota : nous avons agrégé « accès rapide et durable à l'emploi » et « Service National puis accès rapide et durable à l'emploi ».

Accès rapide et durable à l'emploi : regroupe les trajectoires des jeunes qui ont accédé à l'emploi en moins de 3 mois et pour une durée de plus de 12 mois.

Chômage puis accès durable à l'emploi : regroupe les trajectoires des jeunes qui ont commencé par une période de chômage pour accéder durablement à l'emploi par la suite.

Décrochage temporaire de l'emploi : regroupe les trajectoires des jeunes qui ont été en emploi puis ont connu une période de chômage avant de réintégrer un emploi.

Basculent hors de l'emploi : regroupe les trajectoires de jeunes qui étaient dans un premier temps en emploi et qui ont cessé de travailler par la suite.

Chômage prolongé : regroupe les trajectoires des jeunes qui ont été confrontés à un chômage persistant tout au long de la période d'observation.

Longues périodes d'inactivité : la majorité de ces jeunes ont connu une inactivité de plus de 2 ans, parfois davantage.

Formation hors emploi et reprise des études : regroupent les trajectoires caractérisées par un retour en formation.

Source : Exploitation originale Enquête Génération 98 du Cereq.

seul employeur et 35 % deux employeurs. En revanche, aucun de ces jeunes n'a fait l'expérience du chômage.

Cependant, à l'intérieur des trois sous-populations étudiées, des écarts importants existent entre les deux sexes et toujours au détriment des femmes. Globalement, et contre toute attente, les jeunes femmes d'origine française sont proportionnellement les moins nombreuses à suivre ces trajectoires qui symbolisent une entrée immédiate et un maintien dans la vie professionnelle⁸. C'est au sein de cette sous-population française d'origine que la différence entre les sexes est la plus grande.

On remarque également qu'une (ou plusieurs) année(s) d'études non validée(s) dans les formations générales de DEUG diminue systématiquement les chances d'intégrer rapidement et durablement la vie professionnelle.

Chômage récurrent et inactivité restent minoritaires

À l'opposé de ces trajectoires à insertion professionnelle rapide et durable, coexistent celles qui sont fortement marquées par le chômage ou l'inactivité. Elles ne caractérisent qu'une minorité d'anciens étudiants non diplômés. Mais dans ces parcours, la durée du chômage ou de l'inactivité peut atteindre 24 mois (sur 33), consécutifs ou non.

Ces trajectoires peuvent prendre trois formes distinctes ; les jeunes femmes étant pratiquement toujours les plus affectées par ces cheminements synonymes de précarité et d'incertitudes. Après une première période d'emploi, le chômage apparaît et persiste (« basculement hors de l'emploi »). Les jeunes femmes sont plus nombreuses que leurs homologues masculins à basculer ainsi hors de l'emploi, mais plutôt que leurs consœurs issues de l'immigration, ce sont les jeunes femmes d'origine française qui sont surreprésentées dans ce type de trajectoire (9,2 % contre 6,7 % et 4,4 % pour les jeunes femmes originaires du Maghreb et d'Europe du Sud).

Le chômage persiste tout au long des trois années enquêtées (« chômage prolongé »). Les jeunes femmes originaires d'Afrique du Nord sont deux fois

plus nombreuses dans cette catégorie de trajectoire que leurs homologues d'origine française ou sud-européenne. Elles sont également deux fois plus nombreuses au sein de ces trajectoires de « chômage prolongé » que les jeunes hommes de même origine (11 % des jeunes femmes originaires d'Afrique du Nord contre 5,7 % pour les hommes).

Au-delà du sexe et de l'origine, l'inachèvement des études générales (DEUG) conduit plus fréquemment à des trajectoires fortement marquées par le chômage.

L'inactivité domine le parcours d'une petite frange d'anciens étudiants, le plus souvent de sexe féminin, d'origine française et ayant suivi des études générales à l'université.

Les femmes d'origine nord-africaine peinent à intégrer le marché du travail

D'une manière générale, une fraction importante des jeunes femmes issues de l'immigration maghrébine peine à intégrer le marché du travail à la fin des études supérieures (Frickey, Murdoch, Primon, 2004). La sortie sans diplôme de l'enseignement supérieur ne fait pas exception sur ce point.

En moyenne, les jeunes femmes originaires du Maghreb mettent un peu plus de cinq mois avant d'être embauchées sur un premier emploi, contre quatre mois et demi pour leurs condisciples d'origine française ou sud-européenne. Cet écart de quelques semaines – au désavantage des jeunes femmes originaires du Maghreb – peut paraître réduit, mais il reflète mal la réalité des difficultés que rencontrent ces jeunes femmes pour accéder à l'emploi. En fait, plus de 14 % d'entre elles recherchent toujours un emploi plus d'un an après la sortie des études. Comparativement, les jeunes hommes de la même origine sont deux fois moins nombreux à consacrer leur première année aux démarches de recherche d'emploi. Environ 10 % des jeunes femmes d'origine française ou sud-européenne sont dans le même cas. Ce chiffre, ainsi que bien d'autres, montre que, très fréquemment, les jeunes d'origine sud-européenne sont statistiquement plus proches de la population d'origine française, voire mieux loties pour les femmes, que des jeunes originaires d'Afrique du Nord, qui sont pourtant des enfants d'immigrés comme les premiers. Cette disparité face au devenir révèle l'hétérogénéité qui façonne la catégorie couramment baptisée « jeunes issus de l'immigration » dans les analyses savantes ou la doxa.

⁸ Les jeunes femmes d'origine française, qui ont suivi des études générales (DEUG) non validées semblent quitter le travail et l'emploi plus fréquemment et bénéficier d'une formation continue plutôt que de perdurer dans le chômage.

Les femmes d'origine nord-africaine sont davantage exposées à la précarité...

Suivre un premier cycle dans les disciplines générales de l'université (DEUG) plutôt qu'une formation

courte à vocation professionnelle (BTS ou DUT) sans obtenir un diplôme tend à accroître les difficultés d'insertion sur le marché du travail : quels que soient le sexe ou l'origine, le délai d'insertion est systématiquement plus élevé pour les jeunes sortis de l'université, comme si le marché du travail sanctionnait positivement le caractère professionnel de la forma-

Tableau 4
Indicateurs d'insertion et d'emploi à la date de l'enquête (mars 2001)

Origine	Sexe	Formation suivie	Taux de chômage en mars 2001 %	Part des Contrats temporaires en mars 2001 %	Ont un emploi stable (CDI ou fonctionnaire) en mars 2001 %	Part des mesures en mars 2001 %	Emploi à Temps partiel en mars 2001 %	En interim en mars 2001 %	Occupent un emploi de catégorie "Prof. Int." en mars 2001 %	Occupent un emploi de catégorie "Empl." ou "Ouvr." en mars 2001 %	Nombre N	Questionnaires N
Maghreb	femme	DEUG non dipl.	15	60	37	31	17	7	52	44	2 130	140
		BTS-DUT non dipl. TERT.	7	45	48	25	11	8	36	58	1 210	90
		total	13	54	42	28	15	8	45	49	3 400	230
	homme	DEUG non dipl.	9	50	45	27	9	9	42	50	1 560	110
		BTS-DUT non dipl. INDUST.	14	49	48	18	6	19	43	48	890	60
		total	10	50	46	23	7	13	40	51	2 870	210
France	femme	DEUG non dipl.	14	48	50	23	22	5	41	53	16 870	1 190
		BTS-DUT non dipl. INDUST.	3	28	68	15	7	3	35	57	1 650	110
		BTS-DUT non dipl. TERT.	9	42	56	17	18	7	28	68	9 840	680
		total	12	45	53	20	20	6	36	58	28 440	1 990
	homme	DEUG non dipl.	9	42	55	18	8	7	43	49	14 910	980
		BTS-DUT non dipl. INDUST.	4	26	69	6	2	10	33	59	8 890	630
		BTS-DUT non dipl. TERT.	6	34	63	18	5	6	43	51	5 770	380
		total	7	36	61	14	6	7	40	53	29 610	1 990
Europe du Sud	femme	DEUG non dipl.	9	45	54	23	17	8	46	50	1 530	110
		total	7	43	56	20	14	8	42	55	2 370	160
	homme	DEUG non dipl.	22	24	60	9	12	3	45	45	550	50
		BTS-DUT non dipl. INDUST.	5	19	77	2	4	9	46	49	790	60
		total	10	20	73	5	6	5	41	48	1 690	130

Lecture : 15 % des jeunes femmes originaires du Maghreb sorties de l'enseignement supérieur après des études générales à l'université sans en être diplômées étaient au chômage en mars 2001, etc.

Nota : certaines formations ne figurent pas sur le tableau en raison de la faiblesse de leurs effectifs.

Source : Exploitation originale Enquête Génération 98 du Cereq.

tion de ces jeunes, même en l'absence de certifications supérieures (G. Thomas, 2003).

Trois ans après la fin des études de DEUG, 15 % des jeunes femmes originaires d'Afrique du Nord se déclarent au chômage. Ce chiffre est supérieur au taux de chômage des jeunes hommes de la même origine issus des mêmes formations. À l'inverse, les jeunes femmes originaires d'Europe du Sud sont nettement moins touchées par le chômage que les hommes.

L'exposition au chômage des jeunes femmes issues de l'immigration maghrébine est un premier indice des difficultés qu'elles rencontrent en début de vie active. La forme de l'emploi occupé en est un autre.

Au premier emploi, rares sont les jeunes embauchés sur un contrat stable (CDI – contrat à durée indéterminée – ou fonctionnaire), mais trois ans après la fin des études, ces formes d'emploi stables sont majoritaires à tous les niveaux de sortie de l'enseignement supérieur, y compris pour les non-diplômés. Cela se vérifie pour tous les sortants de l'enseignement supérieur sans diplôme, à l'exception notable des jeunes d'origine maghrébine ; parmi ceux-ci, les jeunes femmes demeurent le plus fréquemment dans la précarité. À la date de l'enquête, 54 % d'entre elles travaillent sous CDD (contrat à durée déterminée), en ayant plus souvent recours aux différents dispositifs d'aide à l'emploi.

On sait d'autre part que les emplois à temps partiel et l'intérim sont deux modes de flexibilisation de la gestion de la main-d'œuvre répandus sur le marché du travail et que le temps partiel concerne surtout les femmes. Ces dernières occupent deux à trois fois plus fréquemment un emploi à temps partiel que leurs homologues masculins. Mais il est à remarquer que les jeunes femmes issues de l'immigration maghrébine ou sud-européenne ne sont pas les plus contraintes à accepter la voie du sous-emploi.

... et elles utilisent les emplois aidés pour accéder au marché du travail

En mars 2001, à la date de l'enquête, les mesures d'aide à l'emploi représentent 28 % des emplois occupés par les jeunes femmes d'origine maghrébine. Le pourcentage atteint 31 % parmi celles qui quittent les DEUG. Dans des proportions plus faibles (20 %), les jeunes Françaises d'origine comme celles origi-

naires d'un des pays d'Europe du Sud font également appel aux mesures pour l'emploi. Dans tous les cas, les femmes, plus que les hommes, recourent aux emplois aidés pour se maintenir dans l'emploi. Par ailleurs, parmi les jeunes femmes, la part des contrats aidés progresse de manière significative entre la date du premier emploi et mars 2001 : + 5 points pour les jeunes femmes originaires de France ou d'Europe du Sud et + 10 points pour les jeunes femmes originaires d'Afrique du Nord. Cela signifie que nombre de jeunes, et notamment de jeunes femmes, ne recourent aux emplois aidés qu'après plusieurs mois de démarches infructueuses, de chômage et/ou d'occupations très temporaires.

La hausse de la part des emplois aidés correspond au développement des « Emplois-Jeunes » dans la période observée. Cette progression révèle aussi que les jeunes restent dans ces dispositifs supposés être transitoires. En pratique, ces mesures ont pu constituer, pour les jeunes femmes d'origine maghrébine, un substitut au réseau relationnel ou familial d'accès à l'emploi qui, souvent, leur fait défaut. Ces postes ont pu également servir aux plus vulnérables sur le marché du travail à éviter momentanément les discriminations, le déclassement, la relégation. Les emplois aidés ont généralement accueilli les non-diplômés des formations générales ou tertiaires des deux sexes, mais plus encore les jeunes femmes d'origine maghrébine et aussi les jeunes hommes d'origine nord-africaine des formations industrielles⁹.

Jusqu'à la fin des années 90 et au cours des années 2000 et 2001, les « Emplois-Jeunes » ont largement contribué à modifier l'insertion des jeunes d'origine maghrébine, et particulièrement des jeunes femmes. Les jeunes sortis sans diplôme de l'enseignement supérieur sont les principaux bénéficiaires de ces mesures (*cf.* article de Cadet et *al.* dans le n° 92 de *Formation Emploi*). De fait, le développement des « Emplois-Jeunes » a fait évoluer les modalités d'entrée dans la vie professionnelle des jeunes originaires d'Afrique du Nord par rapport aux enquêtes précédentes. Jusqu'alors, les jeunes d'origine maghrébine

⁹ Pour une analyse sociologique fouillée à partir d'observations de terrain et de témoignages de ces jeunes qui abandonnent les études supérieures et se retrouvent en « Emplois-Jeunes » on peut se reporter aux ouvrages de Stéphane Beaud (Beaud, 2002 ; Amrani et Beaud, 2004).

ne bénéficiaient pas plus que les autres des mesures d'emplois, qu'ils soient issus du supérieur (Frickey et Primon, 2002) ou des niveaux V et VI (Silberman et Fournier-Méarelli, 1997). L'arrêt des contrats « Emplois-Jeunes » aura peut-être pour conséquence de dégrader l'insertion des jeunes d'origine maghrébine, surtout celle des jeunes femmes.

L'occupation des « Emplois-Jeunes » a contribué à limiter le poids des emplois d'exécution parmi les non-diplômés de l'enseignement supérieur. En effet, les postes d'employés ou d'ouvriers représentent près de la moitié des emplois des sortants de sexe masculin dans les trois sous-populations. De leur côté, 49 % des jeunes femmes d'origine maghrébine sont classées dans ces positions sociales subalternes, contre 58 % des non-diplômées Françaises d'origine. La relégation moins fréquente des premières dans le salariat d'exécution est une conséquence de la diffusion des « Emplois-Jeunes » qui, pour les trois quarts, sont assimilés aux positions sociales intermédiaires (professions intermédiaires). Ainsi, 45 % des occupations des jeunes femmes d'origine nord-africaine sont associées aux professions intermédiaires. Mais si l'on fait abstraction des mesures pour l'emploi, elles ne sont plus que 33 % à occuper un poste dans cette catégorie sociale. De plus, les « Emplois-Jeunes » ne sont que des occupations temporaires censées favoriser la transition à l'emploi : 37 % des non-diplômées d'origine maghrébine occupent un emploi stable contre 50 % pour les Françaises d'origine.

Toutes choses égales par ailleurs, les inégalités se confirment

Ces résultats montrent la difficulté rencontrée par les jeunes femmes sorties de l'enseignement supérieur sans diplôme post-secondaire pour intégrer le marché du travail. De toute évidence, les jeunes femmes originaires du Maghreb sont plus nombreuses que leurs collègues masculins et que les jeunes femmes des autres origines à prolonger leur recherche d'emploi au-delà de 12 mois. Trois ans après l'arrêt des études supérieures, tout porte à croire que les inégalités de sexe et les inégalités en raison de l'origine pénalisent les jeunes concernées.

Pour plus de certitudes, nous avons réalisé une régression logistique (modèle logit) ; elle permet d'isoler les effets propres du sexe et de l'origine et de

les hiérarchiser afin de déterminer dans quelle mesure l'insertion et l'emploi à trois ans étaient dépendants de ces deux facteurs¹⁰. Ont également été testés trois autres facteurs susceptibles d'agir sur l'entrée dans la vie professionnelle : l'inactivité de la mère, que l'on sait étroitement associée aux fractions les plus vulnérables des milieux populaires ; le type de baccalauréat obtenu, général ou technique ; la région de résidence, qui a très souvent une incidence sur l'insertion.

Nous avons choisi de confronter l'effet de ces variables sur deux situations caractéristiques de l'insertion professionnelle : avoir été en situation de chômage prolongé (plus de 12 mois consécutifs ou non) ; avoir connu une insertion rapide et durable, l'accès à l'emploi étant problématique pour nombre de jeunes femmes, et plus particulièrement pour les jeunes femmes d'origine maghrébine. Cinq descripteurs de l'emploi occupé en mars 2001 figurent également : bénéficier ou non d'une mesure pour l'emploi ; être en intérim ; occuper ou non un emploi à temps partiel ; occuper ou non un emploi stable (CDI ou fonctionnaire) ; occuper ou non une « profession intermédiaire ».

En raison de la taille des sous-populations, mais aussi parce que les deux sexes et les trois origines ne sont pas représentés dans toutes les formations, nous avons dû limiter l'analyse aux seuls non-diplômés des formations de DEUG.

La régression (**tableau 5**) confirme les résultats des tableaux bruts : les inégalités sexuées à l'entrée dans la vie active demeurent fortes. Sur les deux indicateurs d'insertion, les jeunes femmes sorties de l'enseignement supérieur sans autre diplôme que le baccalauréat sont en situation défavorable par rapport à leurs homologues masculins. Le risque de rester plus de 12 mois au chômage est une fois et demi plus grand que pour les hommes (1,5) et, inversement, les chances d'intégrer le marché du travail rapidement et de manière durable sont plus faibles puisqu'elles ont 1,4 fois moins de chances (1/0,7) de suivre ce type de trajectoire. D'autre part, l'analyse de régression montre que les voies d'entrée sur le marché du travail

¹⁰ Un modèle logit simple présuppose une stricte indépendance des facteurs en cause. Il va de soi qu'il ne restitue pas la vérité des relations d'interdépendance entre les diverses propriétés qui font les rapports sociaux.

sont assez nettement sexuées. Emplois aidés, emplois à temps partiel et missions d'intérim sont, toutes choses égales par ailleurs, liés au sexe ; les deux premières formes d'emploi concernent nettement plus les femmes que les hommes, alors que la probabilité de travailler en intérim est plus forte pour les hommes que pour les femmes. Corrélativement, la probabilité pour les jeunes femmes d'être en emploi stable, CDI ou fonctionnaire, trois ans après la fin des études, est 1,2 fois plus faible que pour les jeunes hommes de même niveau.

Toutes choses égales par ailleurs, l'influence de l'origine nord-africaine sur les parcours d'insertion est quelque peu contrastée : ainsi, en présupposant des caractéristiques socioscolaires semblables, l'accès durable et rapide à un emploi stable n'est pas moins fréquent que pour les autres jeunes. Une fraction des descendants d'immigrés du Maghreb ne se heurte pas à plus de difficultés que les autres pour se mettre au travail. C'est sans doute là une conséquence positive du développement des emplois aidés car, comme on peut le voir dans l'analyse, malgré

Tableau 5
Probabilité des différentes situations d'emploi

		Etre plus de 12 mois au chômage	Avoir un accès rapide et durable à l'emploi	Etre en emploi aidé en mars 2001	Etre en intérim en mars 2001	Etre en intérim en mars 2001	Etre en Cdi ou fonctionnaire en mars 2001	Etre Prof. Intermédiaire en mars 2001
Constante		- 2,6	1,2	- 1,9	- 2,5	- 2,6	0,5	- 0,5
Sexe	<i>Homme</i>	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
	Femme	1,5	0,7	1,4	0,8	2,9	0,8	~
Pays d'origine	<i>Non Maghreb</i>	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
	Maghreb	1,3	~	1,6	1,4	0,7	0,7	1,3
Activité de la mère	<i>Active</i>	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
	Non Active	1,6	0,8	1,2	~	1,1	0,8	~
Région de résidence	<i>Ile-de-France</i>	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
	Province	1,8	0,7	~	~	1,7	0,8	~
Série du baccalauréat	<i>Bac Technique et Pro</i>	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
	Bac Général	1,0	~	1,3	0,7	0,7	~	1,2
événement		439	1 868	539	145	396	1 327	1 026
non événement		2 520	1 091	2 038	2 432	2 181	1 250	1 551

Lecture : pour chaque variable explicative analysée (sexe, pays d'origine,...), le tableau indique à l'aide d'un odds ratio (OR) l'effet de chaque modalité de la variable sur la probabilité d'être plus de 12 mois au chômage, d'avoir pu accéder rapidement (en moins de 3 mois) et durablement (plus d'un an) à l'emploi, d'être trois ans après la fin des études en emploi aidé, en intérim, à temps partiel, en emploi stable (CDI ou fonctionnaire), ou sur un poste de profession intermédiaire. Chaque variable a une modalité de référence (en italique) qui a une valeur de 1,0. L'odds ratio mesure la variation de probabilité par rapport à la modalité de référence. Par exemple, dans le cas du chômage de longue durée, toutes choses égales par ailleurs, la probabilité pour les femmes de connaître plus de 12 mois de chômage est une fois et demi supérieure (1,5/1,0) à celle des hommes. De la même façon, la probabilité des jeunes originaires du Maghreb d'accumuler plus d'une année de chômage dans un intervalle de trois ans est 1,3 fois plus élevée que celle des jeunes dont les parents sont nés en France ou en Europe du Sud. Inversement, les femmes ont 1,4 fois moins de chances d'avoir un accès rapide et durable à l'emploi que les hommes (1,4=1,0/0,7).

Lorsque l'effet est non significatif ($pr < 0,05$) la valeur de l'effet est, par convention, exprimée par le signe « ~ », de façon à indiquer qu'il n'y a pas de différence entre la modalité examinée et la modalité de référence.

Exemple d'événement : 439 personnes ont connu plus de 12 mois de chômage, alors que 2 520 ont connu des périodes inférieures à 12 mois ou n'ont pas connu de chômage

Exemple de lecture de la constante : un homme sortant du système éducatif avec un DEUG non validé, d'origine française, avec une mère active, résidant en Ile-de-France et titulaire d'un bac technique aurait 2.6 fois moins de chances d'être au chômage pendant « 12 mois et plus » qu'une femme, originaire par ses parents du Maghreb, dont la mère serait inactive, et qui résiderait en province en étant titulaire d'un bac général.

Source : Exploitation originale Enquête Génération 98 du Céreq.

une fin d'études intervenue trois années plus tôt, le fait d'avoir des origines nord-africaines augmente fortement et significativement la probabilité d'occuper encore ce type d'emploi. En revanche, lorsqu'ils sont victimes du chômage, ces jeunes le sont de manière durable.

Le recours intense aux « Emplois-Jeunes », au sein d'une partie de la jeunesse originaire du Maghreb, rend plus immédiat l'accès à l'emploi une fois les études terminées, empêche le placement dans les postes d'exécution au profit des positions intermédiaires, mais participe à la diffusion des formes temporaires d'emploi au détriment des formes plus stables (CDI, fonctionnaires). On observe aussi qu'avoir des parents nés dans les pays du Maghreb augmente très nettement la probabilité d'être intérimaire, toutes choses étant égales par ailleurs. Par voie de conséquence, ces jeunes sont surexposés aux formes particulières d'emploi.

La région de résidence à l'enquête influence également l'entrée dans la vie professionnelle. Cette information signale un état du marché de l'emploi. Ainsi, vivre et travailler en Ile-de-France constitue un facteur favorable à l'insertion professionnelle, alors que la vie en province augmente les risques de chômage de longue durée et contribue à la dégradation des débuts dans la vie active en rendant plus forte la probabilité d'être en emploi à temps partiel, et en diminuant les chances d'accéder rapidement et durablement à l'emploi.

En tant que telle, la série générale du baccalauréat n'agit positivement que sur les chances d'occuper un emploi aidé et donc d'être classé parmi les professions intermédiaires, avec pour conséquence un moindre risque d'exercer à temps partiel.

Enfin, l'inactivité de la mère, qui signale également les origines sociales les plus défavorisées¹¹, augmente le risque de vivre un chômage prolongé et diminue la probabilité d'accéder rapidement à l'emploi. Facteur défavorable à l'insertion, l'inactivité maternelle, toutes choses égales par ailleurs, accroît légèrement la probabilité d'être en emploi à temps partiel et diminue très fortement celle d'occuper un emploi stable.

¹¹ On perçoit la limite de l'opération qui consiste à vouloir dissocier l'effet des différents facteurs lorsqu'on se souvient que plus de 60 % des mères des jeunes d'origine maghrébine sont inactives.

* *
*

Sexe et origine ne sont évidemment pas les seuls facteurs à agir sur le devenir des non-diplômés du supérieur, mais leurs effets persistent même lorsque leur action est susceptible d'être neutralisée ou contredite par d'autres propriétés. Il s'ensuit que les descendantes de l'immigration nord-africaine sont doublement pénalisées en tant que femmes et qu'immigrées en début de vie active.

Nombreuses sont les jeunes femmes qui font l'expérience du chômage. Mais être, par ses parents, originaire du Maghreb, accentue ce risque : le sexe et l'origine conjuguent ici leurs effets. Même si les écarts de sexe possèdent un caractère plus général et systématique que les inégalités imputables au traitement différentiel des origines, celles-ci divisent la population féminine. En résumé, les parcours d'insertion des jeunes femmes diplômées d'origine nord-africaine sont davantage marqués par le chômage que ceux de leurs homologues masculins ou des jeunes femmes d'origine françaises ou sud-européennes.

La sortie sans diplôme du supérieur accentue chez ces jeunes femmes le recours aux différentes mesures pour l'emploi, et particulièrement aux emplois jeunes pour la période considérée, à la fois pour accéder au premier emploi et pour se maintenir en emploi. L'occupation d'emplois aidés constitue en soi un indicateur des obstacles que les descendantes d'immigrés nord-africains rencontrent pour s'insérer dans la vie professionnelle. Les contrats « Emplois-Jeunes », malgré leur durée (5 ans) restent des emplois de transition qui, dans les faits, ne débouchent pas nécessairement sur une stabilisation dans l'emploi (*cf.* article de Cadet et *al.* dans le n° 92 de *Formation Emploi*). Ils ont néanmoins contribué à réduire le chômage particulièrement élevé des jeunes femmes d'origine maghrébine tout en leur permettant d'acquérir une première expérience professionnelle, souvent dans la fonction publique.

Les débuts dans la vie active des autres jeunes issus de l'immigration, ceux originaires d'Europe du Sud, ne vont pas sans difficultés, surtout après un échec ou un abandon des études de DEUG. Une partie significative des jeunes femmes de cette origine, par exemple, mettent beaucoup de temps pour trouver un premier emploi. Mais au terme de trois années de présence sur le marché du travail, leur position n'est pas moins stable que celui des Françaises d'origine

et elles exercent plus rarement à temps partiel. L'écart entre leurs conditions d'insertion professionnelle et celles qu'expérimentent leurs consœurs aux parents nord-africains, avec qui elles partagent souvent une origine sociale populaire, incite à s'interroger sur l'impact des discriminations racistes dans la formation des inégalités en début de vie active, mais aussi sur le poids de la fragilisation économique et sociale des familles sur les destins professionnels et sociaux des descendants. Les parents nord-africains, notamment les mères, étant souvent hors de la sphère du travail.

Pour terminer, il est important de rappeler que parmi les jeunes qui ont suivi des études supérieures, la part de jeunes originaires du Maghreb – hommes comme femmes – à n'avoir pu franchir le cap de la première année ou du premier cycle est deux fois plus élevée que celle des jeunes « Français d'origine ». Pour autant, les enfants de l'immigration d'Afrique du Nord ne sont pas les plus nombreux parmi les non-diplômés de l'enseignement supérieur. Ils n'y représentent qu'une minorité, et il serait excessif d'assimiler l'échec à l'université à celui des enfants de l'immigration. ■

Bibliographie

Amrani Y., Beaud S. (2004), *Pays de malheur ! Un jeune de cité écrit à un sociologue*, La Découverte.

Beaud S. (2002), *80 % d'une génération au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, La Découverte.

Bédoué C. (2001), « Trajectoires-types : une méthode pour l'étude des mobilités professionnelles », in Alain Degenne, Yvette Grelet, Jean-Frédéric Vergnès, Patrick Werquin (eds), *Construction et usage des catégories d'analyse*. Marseille, 17-18 mai 2001, Documents Séminaires Céreq n° 156.

Blöss T., Erlich V. (2000), « Les nouveaux “ acteurs ” de la sélection universitaire. Les bacheliers technologiques en question », *Revue Française de Sociologie*, 41-4.

Brinbaum Y., Werquin P. (2004), « L'insertion professionnelle des jeunes d'origine maghrébine en France : des difficultés spécifiques ? » in Collectif, *Marché du travail et Genre. Maghreb-Europe*, MAGE-INSEA-DULBEA.

Cadet J.-P., Diederichs-Diop L., Fournié D. (2005), « Organiser des transitions professionnalisantes pour les jeunes : l'exemple des aides-éducateurs », *Formation Emploi*, n° 92, octobre-décembre, pp. 71-88.

CERC-association (1999), *Immigration, emploi, chômage*, Dossiers CERC-association, n° 3.

Dayan J.-L., Echardour A., Glaude M. (1996), « Le parcours professionnel des immigrés en France : une analyse longitudinale », *Économie et Statistique*, n° 299.

Dupray A., Moullet S. (2004), « Quelle discrimination pour les jeunes d'origine maghrébine à l'entrée du marché du travail en France ? », in Collectif, *Marché du travail et Genre. Maghreb-Europe*, MAGE-INSEA-DULBEA.

Espinasse J.-M. (1994), « Enquêtes de cheminement, chronogrammes et classification automatique », in Maurice Ourtau, Patrick Werquin (eds), *L'analyse longitudinale du marché du travail*, Documents Séminaires n° 99, Toulouse 7-8 mars 1994.

Espinasse J.-M. et Giret J.-F. (1996) « La trajectoire-type : un méta indicateur de l'insertion professionnelle des jeunes », *Note Lirhe* 233 (97-2).

Fournier I., Silberman R. (1999), « Les enfants d'immigrés sur le marché du travail », *Formation Emploi*, n° 65, pp. 31-55.

Frickey A., Primon J.-L. (2002) « Jeunes issus de l'immigration : les diplômés de l'enseignement supé-

rieur ne garantissent pas un égal accès au marché du travail », *Formation Emploi*, n° 79, pp. 31-49.

Frickey A., Primon J.-L. (2003), « La réussite au BTS industriel dans quatre lycées de France. Le poids des origines sociales et nationales », *Revue Sénégalaise de Sociologie*, n° 6.

Frickey A., Primon J.-L. (2004), « Les bacheliers technologiques à l'université », *Spirales. Revue de recherches en éducation*, n° 33.

Frickey A., Murdoch J., Primon J.-L. (2004), « Les débuts dans la vie active des jeunes issus de l'immigration après des études supérieures », *Notes Emploi Formation (NEF)*, n° 9, Céreq.

Frickey A., Primon J.-L. (2004), « L'insertion professionnelle après des études supérieures des jeunes femmes issues des familles d'immigrés des pays du Maghreb : une inégalité redoublée ? » in Collectif, *Marché du travail et Genre. Maghreb-Europe*, MAGE-INSEA-DULBEA.

Haut Comité Éducation-Économie-Emploi (2003), *L'enseignement supérieur court face aux défis socio-économiques. Rapport d'activité 2002-2003*, La Documentation française.

Meurs D., Pailhé A., Simon P. (2005), « Immigrés et enfants d'immigrés sur le marché du travail : une affaire de génération ? », Lefèvre C., Filhon A. (Dir.) *Histoires de familles, Histoires familiales. Les résultats de l'enquête famille de 1999*, *Les Cahiers de l'INED*, n° 156, INED.

MGIS (1992), *Enquête « Mobilité géographique et Insertion sociale »*, INED, avec le concours de l'INSEE.

Primon J.-L. in Frickey A. (dir.) (2005), *Jeunes diplômés issus de l'immigration : insertion profes-*

sionnelle ou discriminations ?, Coll. « Études et Recherches », La Documentation française.

Rouleau-Berger L. (2004), *Femmes d'origine étrangère. Travail, accès à l'emploi, discriminations de genre*, Coll. « Etudes et Recherches », FASILD, La Documentation française.

Santelli E. (2004), *Du quartier à l'entrée dans la vie adulte : les trajectoires socioprofessionnelles d'une cohorte de jeunes adultes français d'origine maghrébine*, GRS-UMR5040, étude commanditée par la DPM et le FASILD.

Silberman R., Fournier-Méarelli I. (1997), « Enfants d'immigrés, trajectoires d'insertion et recours aux mesures d'aide à l'emploi » in Degenne A., Grelet Y., Locht J.-F., Mansuy M., Werquin P., (ed.) *L'analyse longitudinale du marché du travail : les politiques d'emploi*. IVème Journées d'études, Documents n° 128, Céreq.

Silberman R., Fournier I. (2006), « Jeunes issus de l'immigration. Une pénalité à l'embauche qui perdure... », *Bref-Céreq*, n° 266.

Tanay A. (2000), « Les salariés étrangers : loin des secteurs porteurs et des positions valorisées », *Premières Informations et Premières synthèses*, 46-1, DARES.

Terrail J.-P. (1992), « Destins scolaires de sexe : une perspective historique et quelques arguments », *Population*, n° 3.

Thomas G. (2003), « Les jeunes qui sortent sans diplôme de l'enseignement supérieur court. Parcours et insertion professionnelle », *Bref-Céreq*, n° 200.

Tribalat M. (1995), « Faire France. Une enquête sur les immigrés et leurs enfants », La Découverte.

Résumé

Une double pénalisation pour les non-diplômées du supérieur d'origine nord-africaine ?

Alain Frickey et Jean-Luc Primon

Aujourd'hui, les descendants de l'immigration nord-africaine entrent en nombre dans l'enseignement supérieur. Ce sont les enfants de « la démocratisation scolaire » et, parmi eux, les jeunes femmes y sont majoritaires. Néanmoins, près de la moitié de ces jeunes quittent cet enseignement sans autre diplôme que le baccalauréat. Nous analysons donc ici plus précisément l'insertion professionnelle des jeunes femmes dont les parents sont nés au Maghreb, en cherchant à savoir si elles sont doublement pénalisées en raison à la fois de leur sexe et de leur origine. Nous comparons leurs trajectoires à celles des jeunes femmes originaires des pays d'Europe du Sud et à celles dont les parents sont nés en France. Nous montrerons leur sur-exposition au chômage et l'usage inégal et les effets contrastés des dispositifs d'aide à l'accès à l'emploi. Cette analyse utilise des données de l'enquête « Génération 98 », réalisée par le Céreq en 2001 auprès des jeunes sortis de formation initiale en 1998.

Mots-clés

Population d'origine étrangère, Chômage des femmes, Non-diplômé, Insertion professionnelle, Discrimination, Enquête génération 98.

Journal of Economic Literature : J 15, J 24.